

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Assemblée Plénière du lundi 03 mars 2025

Membres en exercice : 26  
Présents : 16  
Procuration(s) : 2  
Absent(s) : 8  
Nombres de votants : 18  
Votes pour : 18  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la 2<sup>ème</sup> convocation : vendredi 28 février 2025

**DELIBERATION N°DL\_AP2025\_0014**

**Relative à la mise en œuvre des bons alimentaires et bons d'achats  
avec le soutien de Régions de France**

L'an deux mille vingt-cinq, le trois mars, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echaty ISSA, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur Ali OMAR, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

**Conseillers départementaux absents :**

Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Bibi CHANFI,

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code de l'action sociale et des familles,

**Vu** le décret n°2015-1280 du 13 octobre 2015 portant extension et adaptation à Mayotte des dispositions du code de l'action sociale et des familles (partie réglementaire) relatives à l'allocation personnalisée de l'autonomie et à la prestation de compensation de handicap.

**Vu** la délibération n°2021.0197 du 01 Juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte,

**Considérant** le rapport n°2025-02466 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant** l'avis de la commission Solidarités, Action sociale et Santé en date du 25 février 2025 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,**

### **DECIDE**

**Article 1 :** de prendre acte de l'octroi d'une subvention d'une valeur de **600 000 euros** de Régions de France pour le territoire de Mayotte ;

**Article 2** d'utiliser cette subvention pour attribuer 2050 bons alimentaires d'une valeur de 100 euros par personne et de 670 bons d'achats d'une valeur de 500 euros par personne ;

**Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil Départemental à négocier et signer la convention pour la « mise en œuvre des mesures d'urgence liées au cyclone CHIDO permettant la continuité et la reprise des activités économique du secteur du commerce » et tous les autres actes afférents à cette décision ;

**Article 4 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans le Département

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**



**Ben Issa OUSSENI**



## CONVENTION DE PARTENARIAT

Relative à la mise en œuvre des mesures d'urgence liées au cyclone CHIDO

N° /CD du .....

### Entre :

L'association **Régions de France**, dont le siège social est situé au 1 quai de Grenelle 75015 PARIS, représentée par sa Présidente, Madame Carole DELGA ;

Ci-après désignée « Régions de France » ;

### Et :

Le **Département de Mayotte**, sise au 112 Boulevard Halidi Sélémani, BP 101-97600 MAMOUDZOU, représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI, agissant en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte, autorisé à signer la présente convention ;

Ci-après désigné le « Département de Mayotte » ;

### Et :

La **Chambre de commerce et d'industrie de Mayotte**, dont le siège social est situé à la Place Mariage 97 600 MAMOUDZOU, représentée par son Président, Monsieur Mohamed ALI HAMID ;

Ci-après désignée la « CCI de Mayotte » ou « CCIM » ;

Ci-après ensemble désignés les « Parties ».

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'article 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2024-1184 du 18 décembre 2024 portant déclaration de l'état de calamité naturelle exceptionnelle à Mayotte ;
- Vu l'arrêté du 19 décembre 2024 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ;
- Vu la délibération n°DL\_AP2025\_0014 du 27 février 2025 à la mise en œuvre des bons alimentaires et bons d'achats avec le soutien de Régions de France ;
- Vu la délibération n°DL\_AP2025\_0009 du 27 février 2025 relative au Plan d'Action Départemental Post-Tempête Chido ;

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

**PRÉAMBULE**

1. Régions de France est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 qui représente les régions métropolitaines et d'outre-mer et les collectivités territoriales assimilées auprès des pouvoirs publics.

2. Mayotte est un département d'outre-mer défini par l'article 73 de la Constitution. Collectivité territoriale unique (à la fois département et région), Mayotte est administrée par le Département. Il détient les mêmes compétences que celles d'un conseil départemental d'outre-mer et d'un conseil régional d'outre-mer (article LO 3511-1 du CGCT).

3. Créée en 2006, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Mayotte est un établissement public administratif représentant les intérêts des entreprises de l'industrie, du commerce et des services auprès des pouvoirs publics. La CCI de Mayotte fait partie du réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie représenté par la CCI France au niveau national, sous la tutelle du Ministère de l'économie et des finances. Au niveau local, la tutelle est exercée par le Préfet de Mayotte.

4. Avec le passage du cyclone "Chido" survenu le 14 décembre 2024, des vents d'une extrême intensité ont frappé l'île de Mayotte et ont entraîné des dégâts humains et matériels d'une très grande ampleur. Pour reprendre les termes employés par les autorités, l'île a été dévastée.

L'ensemble de l'économie mahoraise a malheureusement gravement été affectée par cette catastrophe qui a mené les autorités publiques à déclarer l'état de calamité naturelle exceptionnelle par le décret n°2024-1184 du 18 décembre 2024 et reconnaître l'état de catastrophe naturelle par un arrêté du 19 décembre 2024.

5. C'est dans ce cadre que les Parties ont souhaité coopérer pour aider les populations et entreprises impactées par le cyclone, et ont signé la présente convention.

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention précise les modalités du partenariat suivant entre les Parties :

- Régions de France accorde une subvention de 600 000 € (six cent mille euros) à la CCI de Mayotte pour fournir des bons alimentaires et des bons d'achats pour venir en aide au territoire de Mayotte et à sa population. Ce dispositif de bons doit permettre aux bénéficiaires d'acquérir des denrées alimentaires et des produits de première nécessité afin d'assurer un minimum de confort au sein de leur foyer.
- Le Département de Mayotte établit et vérifie l'éligibilité des bénéficiaires des bons alimentaires et bons d'achats financés par cette subvention.
- La CCI de Mayotte pilote le programme, édite les bons alimentaires et bons d'achats, sélectionne les commerces et distributeurs, précise la liste des produits concernés par les bons d'achats et bons alimentaires, et procède au paiement des bons présentés par les commerces et distributeurs intégrés au dispositif.

## Article 2 : Périmètre du programme des bons alimentaires et bons d'achats

**2.1** Les bons sont destinés aux publics vulnérables déjà accompagnés par le Département de Mayotte (personnes vulnérables, personnes âgées et personnes en situation de handicap). Il s'agit notamment des bénéficiaires de l'APA, PCH, des aides sociales et des enfants placés.

**2.2** Les bons permettent d'acheter les aliments et équipements électroménagers suivants :

Listes des articles « bons alimentaires »	Listes des articles « bons d'achats »
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sardines en boîte, poisson, volaille, viande (bovine, chèvre ou mouton)</li> <li>- Œufs</li> <li>- Huile de cuisson</li> <li>- Riz et farine</li> <li>- Sucre</li> <li>- Légumes</li> <li>- Tomate</li> <li>- Eau en bouteille</li> <li>- Lait ordinaire (poudre ou liquide)</li> <li>- Laitages (fromage, yaourt, etc.)</li> <li>- Lait maternité</li> <li>- Oignons, ail</li> <li>- Epices</li> <li>- Bananes, maniocs, pommes de terre, songes, patates douces</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réfrigérateur</li> <li>- Congélateur</li> <li>- Télévision</li> <li>- Plaque chauffante</li> <li>- Gazinière</li> <li>- Micro-ondes</li> <li>- Machine à laver</li> <li>- Cuiseur riz</li> <li>- Matelas</li> <li>- Sommier</li> <li>- Armoire</li> <li>- Tables et chaises</li> <li>- Linges</li> </ul>

Cette liste pourra être précisée unilatéralement par la CCI de Mayotte.

**2.3** Les bons devront être consommés à Mayotte dans le secteur du commerce.

En nombre, les bons seront pour 75% des bons alimentaires et 25% des bons d'achats.

En valeur, après déduction des dépenses de mise en œuvre du dispositif prévues à l'article 7, l'enveloppe dédiée aux bons est répartie selon l'estimation suivante :

- 2 050 bons alimentaires d'une valeur de 100 euros (soit 75% du nombre total de bons) pour une valeur de 205 000 € ;



- 670 bons d'achats d'une valeur de 500 euros (soit 25% pour une valeur de 335 000 €).

**2.4** Les bons d'achat sont valables du 1<sup>er</sup> mars au 30 septembre 2025.

**2.5** Toute modification du programme doit être notifiée par écrit par la CCI de Mayotte aux autres Parties, qui devront donner leur accord préalable.

### **Article 3 : Engagements de Régions de France**

**3.1** Régions de France s'engage, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions visées dans la convention, à attribuer à la CCI de Mayotte une subvention d'un montant de 600 000€ (six cent mille euros).

**3.2** Les versements seront effectués en une seule fois sur le compte de la CCI de Mayotte ouvert à la CEPAC sous la référence n° FR76 1131 5000 0108 0172 6188 102.

**3.3** La subvention est versée sur demande de la CCI de Mayotte, à compte de la date de signature de la présente convention.

### **Article 4 : Engagements du Département de Mayotte**

**4.1** Le Département de Mayotte est chargé de s'assurer de l'éligibilité des bénéficiaires des bons alimentaires et bons d'achats.

L'éligibilité est déterminée par un travailleur social après évaluation de la situation du demandeur.

**4.2** Le Département de Mayotte est chargé de distribuer les bons alimentaires et bons d'achats aux bénéficiaires.

**4.3** Le Département de Mayotte tient à jour la liste des publics bénéficiaires des bons, avec notamment les indicateurs et informations suivants :

- Nombre de personnes aidées ;
- Sexe ;
- Adresse du bénéficiaire ;
- Type de vulnérabilité (GIR, type de handicap, composition familiale...).

**4.4** Il est précisé que le Département de Mayotte ne finance pas les bons d'achat.

### **Article 5 : Engagements de la CCI de Mayotte**

**5.1** La CCI de Mayotte est chargée d'éditer les bons alimentaires et bons d'achats et de les mettre à disposition du Département pour distribution.

**5.2** La CCI de Mayotte doit identifier et sélectionner les commerces et distributeurs de denrées alimentaires et d'équipements électroménagers acceptant de participer à l'opération en recevant les bons.

**5.3** La CCI de Mayotte devra payer les commerces et distributeurs de denrées alimentaires et d'équipements électroménagers acceptant de participer à l'opération en recevant les bons, sous trente à quarante-cinq jours à compter de la présentation des bons.

**5.4** La CCI de Mayotte tiendra à jour la liste des commerces et distributeurs de denrées alimentaires et d'équipements électroménagers, avec notamment les informations suivantes :

- Nombre d'entreprises ;
- Coordonnées des entreprises ;
- Répartition du nombre de bons d'achats par type d'entreprises ayant reçu les bons ;
- Evaluation qualitative de la satisfaction des bénéficiaires et des commerçants par la CCI de Mayotte.

**5.5** Il est précisé que la CCI de Mayotte ne finance pas les bons d'achat.

**5.6** Dans le cas où la subvention versée serait supérieure au montant réellement consommé lors de la mise en œuvre du programme, la CCI de Mayotte remboursera la part de la subvention non consommée à Régions de France.

## **Article 6 : Prévention des conflits d'intérêts**

**6.1** Dans le cadre de l'identification et la sélection des commerces et distributeurs de denrées alimentaires et d'équipements électroménagers par la CCI de Mayotte, cette dernière s'engage à procéder une procédure transparente et non discriminatoire, par le biais notamment d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI).

**6.2** La CCI de Mayotte s'engage aussi à éviter toute situation de conflit d'intérêts. En particulier, les personnels et/ou élus de la CCI en charge de cette mission ne peuvent pas :

- Être gérant ou actionnaire de ces commerces ou distributeurs ;
- Avoir des relations d'affaires ou familiales avec ces commerces ou distributeurs ;
- Être placés sous le contrôle de ces commerces ou distributeurs.

## **Article 7 : Dépenses de mise en œuvre du dispositif**

L'enveloppe globale du programme est de 600 000 €, et inclut :

- Un forfait de 5%, correspondant à 30 000 €, revenant à la CCI de Mayotte pour la gestion et le pilotage opérationnel du programme ;
- La production des bons d'achats, provisionnée à 30 000 €. Ce montant sera réévalué en fonction de la facture du prestataire retenu, et le reliquat sera utilisé pour l'émission de bons supplémentaires.

## **Article 8 : Communication**

**8.1** La CCI de Mayotte s'engage à mentionner sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par Régions de France et par le Département de Mayotte, et en particulier y faire clairement figurer la signalétique de Régions de France et du Département, en respectant la charte graphique du logotype. Pour ce faire, elle devra s'adresser à la direction de la communication de Régions de France et de la collectivité.

La CCI de Mayotte s'engage à fournir, au format numérique, à Régions de France ainsi qu'au Département de Mayotte les supports de communication utilisés durant cette action.

**8.2** La CCI de Mayotte s'engage à associer Régions de France et le Département de Mayotte aux éventuelles conférences de presse ou réceptions, celles-ci pouvant être organisées en relation avec Régions de France et le Département.

## **Article 9 : Comptes rendus - évaluation**

**9.1** La CCI de Mayotte s'engage à adresser à Régions de France et au Département de Mayotte des comptes rendus sur l'état d'avancement du programme.

**9.2** La CCI de Mayotte s'engage à fournir, au plus tard le 30 novembre 2025 :

- Un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme ;
- Une note de synthèse relative aux actions engagées.

Le Département de Mayotte et Régions de France procèderont, conjointement avec la CCI de Mayotte, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle ils ont apporté leur concours sur un plan quantitatif et qualitatif.

## **Article 10 : Contrôle de l'utilisation de la subvention**

**10.1** Le Département de Mayotte et Régions de France se réservent le droit de procéder à leurs propres contrôles pour suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme subventionné.

La CCI de Mayotte s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place, effectué par toute autorité mandatée par Régions de France et le Département de Mayotte ou par leurs propres services. La CCI de Mayotte s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

**10.2** La CCI de Mayotte s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux chambres consulaires ;
- Faire produire les comptes annuels (compte de résultat, bilan et annexes) par un expert-comptable ;
- Recourir à un commissaire aux comptes à partir de 153 000 euros de subventions publiques annuelles cumulées pour la certification des comptes.

## **Article 11 : Modalités de restitution**

Régions de France pourra exiger la restitution totale ou partielle des sommes versées à la CCI de Mayotte si :

- La subvention versée serait supérieure au montant réellement consommé lors de la mise en œuvre du programme ;
- Elle n'a pas réalisé le programme conformément aux dispositions de la présente convention ;
- Elle n'a pas réalisé les comptes rendus - évaluation prévus par la Convention ;
- Elle empêche Régions de France de procéder aux contrôles de l'utilisation de la subvention.

## **Article 12 : Durée de la convention**

Conformément au cadre juridique établi, la présente convention est conclue pour une durée d'un an.



### Article 13 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant.

La demande de modification est réalisée par écrit avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de trois mois suivant l'accusé de réception, les autres Parties s'engagent à répondre à cette demande.

### Article 14 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée unilatéralement par une Partie en cas de faute commise par une autre Partie, après mise en demeure.

En particulier, en cas de non-présentation de l'évaluation du bilan d'activité du programme, Régions de France pourra résilier la convention et réclamer la restitution de la subvention, après mise en demeure.

### Article 15 : Règlement amiable et recours

Tout différend quelconque lié à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable. Pour ce faire, les Parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

A défaut d'accord, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Mamoudzou.

Fait, en trois exemplaires, à Mamoudzou le .....

Mohamed ALI HAMID	Carole DELGA	Ben Issa OUSSENI
Président de la CCI Mayotte	Présidente de Régions de France	Président du Conseil départemental de Mayotte